

Brochure n° 3615

**Convention collective nationale**  
**ÉTABLISSEMENTS D'ENTRAÎNEMENT**  
**DE CHEVAUX DE COURSES AU GALOP**  
**(2<sup>e</sup> édition en préparation)**

AVENANT N° 2 DU 9 DÉCEMBRE 2004  
À L'ANNEXE III « CADRES »  
NOR : AGRS0597030M

Entre :  
L'association des entraîneurs de chevaux de course,  
D'une part, et  
Le syndicat hippique national CGC,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les nouveaux montants des salaires mensuels des cadres qui figurent en annexe de l'annexe II « Cadres » sont les suivants :

- GV 1, coefficient 320 : 1 600 € ;
- GV 2, coefficient 330 : 1 650 € ;
- GV 3, coefficient 340 : 1 700 € ;
- PG 1, coefficient 345 : 1 725 € ;
- PG 2, coefficient 355 : 1 774 € ;
- PG 3, coefficient 375 : 1 875 € ;
- AE, coefficient 400 : 2 000 €.

**Article 2**

Le texte de l'article 14 intitulé « Indemnité de licenciement » est annulé et remplacé par le texte suivant :

Il est attribué à tout cadre justifiant d'au moins 2 années d'ancienneté, une indemnité de licenciement distincte de l'indemnité compensatrice de préavis.

Cette indemnité est égale à 1,5/5 du montant du salaire mensuel par année de présence dans la fonction de cadre (prime des gagnants et primes forfaitaires d'éloignement exclues).

Au-delà de 5 ans de présence dans la fonction de cadre, l'indemnité est calculée sur la base de 2/5 au lieu de 1,5/5, pour les années à partir de la 6<sup>e</sup> année.

Pour les éventuelles périodes non cadres, l'indemnité est calculée selon la réglementation propre à la catégorie concernée.

### **Article 3**

Les primes forfaitaires d'éloignement de l'article 8 qui figurent en annexe II « Cadres » sont les suivantes :

- éloignement : 39 € ;
- moyen éloignement et meetings : 54 € ;
- grand éloignement : 69 € ;
- très grand éloignement : 77 €.

### **Article 4**

Les montants des frais d'habillement figurant à l'article 9 sont les suivants :

- chaussures : 50 € ;
- costume : 170 €.

### **Article 5**

La date d'application de ces nouvelles dispositions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### **Article 6**

Le présent avenant sera déposé au siège du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles d'Ile-de-France. Les parties signataires en demandent expressément l'extension à M. le ministre de l'agriculture.

Fait à Chantilly, le 9 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)